

La crise coréenne et la géopolitique en Asie du Nord-Est : du passé au présent

dimanche 4 juin 2017, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 4 juin 2017).

Une première version de cet article, beaucoup plus courte, a été mise en ligne voilà un mois [1]. Une version intermédiaire a été écrite pour la revue *Viento Sur*. Voici la version longue, destinée à paraître dans un livre sur la Chine aux éditions Anticapitlistas.

Sommaire

- [La redistribution initiale des](#)
- [Le mouvement communiste coréen](#)
- [Des lendemains de la seconde](#)
- [En Corée du Nord](#)
- [La nucléarisation de la \(...\)](#)
- [Une région sur pied de guerre](#)
- [La volonté de puissance](#)
- [La parole aux peuples](#)
- [Encart : Un livre de référence](#)
- [CHRONOLOGIE](#)

De chronique, la crise coréenne est devenue aiguë depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis. Sur fond d'instabilité générale, elle se joue à trois niveaux : les rapports de forces mondiaux entre puissances ; les vives tensions à l'œuvre dans l'ensemble de l'Asie orientale ; la rupture ou le maintien du statu quo entre les deux Corée. A cela, rajoutons encore la situation aux USA où Trump est tenté de compenser ses échecs en matière de politique intérieure en créant un climat de mobilisation nationale contre une menace extérieure - qu'elle soit Russe, Chinoise ou Nord-Coréenne. Les enjeux de la crise coréenne sont si nombreux que les incertitudes sont grandes et les dangers de « dérapages non contrôlés » réels.

Les péninsules occupent souvent une position géostratégique disputée ; c'est bien le cas ici. Elle partage aujourd'hui une frontière terrestre ou maritime avec la Chine, la Russie et le Japon. Les Etats-Unis assurent une présence militaire permanente (importantes bases, VII^e Flotte). C'est l'un des rares points du monde où quatre puissances sont ainsi face-à-face. Une situation qui dure en fait depuis un siècle et demi.

La redistribution initiale des cartes

La situation géopolitique en Asie du Nord-Est s'est profondément modifiée entre le milieu du XIX^e siècle et le début du XX^e. Une part importante de l'histoire mondiale moderne s'est jouée à l'occasion de ces bouleversements. Le conflit russo-japonais de 1904-1905 a influé sur les alliances européennes de la Première Guerre mondiale. Elle a aussi mis en lumière la rivalité grandissante entre les impérialismes nippons et étatsuniens - creuset Pacifique de la Seconde Guerre mondiale.

Au début de cette période, la compétition est déjà vive entre puissances occidentales pour le contrôle du commerce avec la Corée, la Mandchourie, la Chine, les archipels du Pacifique....

L'archipel nippon est alors « hors compétition », devenu un shogunat reclus, replié sur lui-même, totalement fermé aux étrangers. La politique de la canonnière poursuivie par Washington provoque involontairement un retournement radical de situation aux conséquences majeures : la naissance de l'impérialisme japonais.

Parmi les puissances occidentales, les Etats-Unis jouent très tôt joué un rôle prépondérant vis-à-vis du Japon. Ils forcent par étapes l'ouverture du pays, afin que leurs navires puissent y faire escale et leurs missions commerciales ou diplomatiques puissent s'établir dans quelques zones portuaires. Ils envoient à cette fin en 1853 et 1854 une flotte militaire conduite par le commodore Perry. En 1858, le traité Harris « d'amitié et de commerce » étend leurs droits.

Au Japon, en 1868, la menace US précipite ce que l'on appelle l'avènement du Meiji (un nouveau règne impérial) : unification politique du pays incarné par une capitale unique (Tokyo), processus de modernisation capitaliste, révolution sociale (bourgeoisie), industrialisation. Le pays est indépendant et le champ reste encore suffisamment libre pour la montée en force de l'impérialisme nippon face à des Etats occidentaux opérant très loin des métropoles.

Le nouveau Japon impérialiste joue un rôle moteur en initiant l'ère des conquêtes territoriale dans le Pacifique Nord. La Corée est alors un royaume placé sous la suzeraineté de la Chine. La Première Guerre sino-japonaise (1894-1895) permet à Tokyo d'assurer son influence sur la péninsule (elle devient en 1910 une colonie directe). Il obtient aussi, par le traité de Shimonoseki signé avec la dynastie chinoise Qing, l'île de Formose (Taïwan), l'archipel des Pescadores et la presqu'île du Liaodong - un accord remis en cause sur ce dernier point par une intervention concertée de l'Allemagne, de la France et de la Russie.

La victoire de Tokyo, en 1905, dans la guerre russo-japonaise, lui permet de faire reconnaître sur le plan international son contrôle sur la Corée, ainsi que l'extension de sa zone d'influence à la Mandchourie et à l'île de Sakhaline. Cependant, les Etats-Unis interviennent à nouveau dans la négociation du traité de Portsmouth (USA) afin de contrer les ambitions nippones. La défaite russe a par ailleurs des répercussions importantes pour les Européens : l'expansion de la Russie étant brisée en Orient et sa capacité militaire devant être reconstituée, elle ne représente plus un danger immédiat - en revanche, les ambitions allemandes (pour l'Asie, à partir de la Chine) face à l'influence britannique prédominante, ce qui contribue à la formation de la Triple Alliance entre le Royaume uni, la France et la Russie (désireuse de reprendre à l'ouest l'initiative perdue à l'est).

Les événements extrême-orientaux influent donc sur le cours de l'histoire occidentale. Il faut dire que le conflit russo-japonais n'a pas été « mineur ». Les cuirassés nippons ont détruit la principale flotte russe, basée en Baltique, envoyée en renfort. La bataille de Moukden oppose près de 500.000 soldats les uns aux autres - elle est alors considérée comme la plus grande bataille de l'histoire. Le siège de Port-Arthur introduit de nouvelles modalités de combats, qui feront école, avec sa guerre de tranchée et ses assauts d'infanterie.

Du fait des concessions imposées par les Etats-Unis, la conclusion diplomatique de la guerre russo-japonaise ouvre une crise au Japon ; mais en Asie, ce conflit représente un véritable coup de théâtre : pour la première fois, un Etat d'Orient l'a emporté contre une puissance européenne ! Le Japon devient un pôle de référence où se rendent étudiant.e.s et militant.e.s. Toute la palette des nationalismes et des radicalismes se côtoie là, y compris marxistes et anarchistes (les courants anarchistes sont alors vivaces en Asie).

La Première Guerre mondiale se mène aussi en Asie, même si elle essentiellement centrée sur l'Europe (et implique le Proche-Orient). Confronté en Chine à l'Allemagne et financièrement débiteur des Britanniques, le Japon soutient la Triple Alliance et profite du conflit pour devenir une puissance industrielle et internationale.

Ce grand conflit pour le partage du monde a affaibli et déconsidéré les impérialismes traditionnels, européens. A sa suite, le Japon est à même de reprendre l'initiative en Asie. Au-delà de la Corée, il prend le contrôle direct de la Mandchourie en 1931 - puis part en 1937 à la conquête militaire de la Chine. La marche à la Seconde Guerre mondiale s'avère alors bien engagée ; cependant, un nouvel acteur est entré en lice : le mouvement communiste asiatique, porté par l'impact de la révolution russe (1917).

Il n'y a pas deux, mais trois acteurs majeurs sur l'immense théâtre d'opérations asiatique : le Japon impérial, les Etats-Unis et le mouvement révolutionnaire.

Le mouvement communiste coréen

Le mouvement de libération nationale ne se réduit pas à sa composante communiste, mais en Asie, cette dernière a souvent été prépondérante. C'est notamment vrai pour la Corée.

On peut, de ce point de vue, tracer des analogies entre le Vietnam et la Corée. Appartenant tous les deux au monde sinisé, la formation précoce d'un Etat (pas toujours unifié) a favorisé la constitution et la résilience d'une identité ethnoculturelle durant le millénaire de suzeraineté chinoise. Dans ces deux pays, aussi, l'histoire du mouvement communiste est intimement liée à celle du mouvement national.

Dans les années 1930-1940, ce que Philippe Pons appelle la « nébuleuse communiste » coréenne comprenait quatre composantes [2] :

- **Les communistes de l'intérieur.** Ils combattent - sur le sol coréen et dans la clandestinité - l'occupation japonaise. Ils comprennent les dirigeants historiques avec, notamment, à Séoul, Pak Hon Yong. Dans le nord du pays, des cadres comme O Ki Sop organisent les ouvriers du secteur sidérurgique ou chimique. Des unions paysannes sont constituées.
- **Les anciens de Ya'an.** Ils rejoignent l'Armée rouge de Mao dans les années 1930 et, en accord avec les principes de l'IC, intègrent le Parti communiste chinois. Ils comptent des intellectuels comme Kim Tu Bong, des dirigeants importants bien que moins en vue comme Choe Chang Ik, Kim Tu Bong ou le général Kim Mu Chong qui a participé à la Longue Marche.
- **Les exilés en Union soviétique.** La diaspora coréenne en URSS est très nombreuse (plus de cent mille). Les communistes sont victimes des purges staliniennes, envoyés au Kazakhstan et en Ouzbékistan. Cependant, la direction soviétique se méfie des communistes de l'intérieur, trop indépendant, et du groupe de Yan'an, trop proche des Chinois. En août 1945, ils réunissent les survivants, organisant leur retour en Corée du Nord quand elle devient leur zone d'occupation. Le plus connu de ces « retours de Russie » était Mikail Kang, le principal représentant de ce groupe Ho Ka I.
- **L'unité de partisans de Kim Il Sung.** Elle opère en Chine, mais ses membres, généralement d'origine modeste, n'intègrent pas le PCC.

En 1946, le comité central du PC coréen comprend 15 membres du groupe de Yan'an, 10

communistes de l'intérieur, 8 Coréens soviétiques et quatre partisans de l'unité de Kim Il Sung (en petite minorité donc).

Des lendemains de la seconde guerre mondiale à la guerre de Corée

La Corée retrouve son indépendance en 1945 avec la capitulation du Japon, mais les puissances alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie) envisagent, lors de la conférence de Moscou (décembre 1945), une mise sous tutelle internationale de la péninsule. Ce projet ne peut voir le jour, tant il soulève d'indignation en Corée. Moscou et Washington décident alors de désarmer eux-mêmes les forces nippones, créant ainsi dans les faits deux zones d'occupation au nord et au sud du 38^e parallèle.

Au sud, un influent comité nationaliste de gauche et communiste proclame la création d'une République populaire, s'opposant au gouvernement provisoire de Syngman Rhee que les Etats-Unis soutiennent. Ce combat est endogène ; il n'est « exporté » ni par Moscou ni par Pékin ni par Kim Il Sung. Washington riposte en instaurant un régime militaire à Séoul. L'armée US supprime les comités d'indépendance nationale en s'appuyant sur la police nippone, sur des fonctionnaires japonais et des collaborateurs coréens. En 1948, Syngman Rhee est élu président de la République de Corée (Corée du Sud). Des guérillas communistes résistent à l'établissement de son pouvoir dictatorial. La République populaire est à son tour proclamée en Corée du Nord - avec des élections clandestines organisées au Sud.

C'est dans ce contexte de guerre civile au sud qu'éclate le conflit coréen en 1950. Il prend rapidement une dimension internationale. Sous le drapeau de l'ONU, les Etats-Unis engagent un puissant corps expéditionnaire. L'armée du nord est refoulée jusqu'aux abords de la frontière chinoise. Pékin (qui souhaitait pourtant se consacrer à la reconstruction du pays) entre en lice, repoussant à son tour les forces US jusqu'aux 38^e parallèle. Le front se stabilise et, en 1953, une zone démilitarisée de 4 km de large est constituée entre les deux Etats - devenant de fait l'une des plus riches réserves naturelles de la planète.

La guerre de Corée a fait plus de trois millions de morts coréens et chinois, ainsi que plusieurs dizaines de milliers parmi les forces alliées, laissant un pays en ruine. Elle remonte à 65 ans - pourtant aucun traité de paix n'a été signé, seulement un armistice. La péninsule vit toujours officiellement sous état de guerre - une situation qui n'est pas formelle. Les Etats-Unis notamment espèrent toujours emporter une victoire qui leur a échappé le siècle passé.

Le nord de la Corée est le seul de la région à avoir été occupé par les Soviétiques. Kim Il Sung n'est revenu qu'un mois après l'armée russe. Moscou a finalement favorisé son ascension à la tête du nouveau régime, bien que sa fraction soit très minoritaire au sein du parti, et pas la plus légitime. Il n'est pas pour autant devenu leur homme lige. Le pays connaît un redressement économique rapide les premières années. Au cours des années 50 et 60, Kim consolide à coup de purges sanglantes sa mainmise sur le pouvoir. Elles se déroulent en quatre vagues. Les premiers sacrifiés sont les communistes de l'intérieur, éliminés à l'occasion de procès truqués. Les « pro-soviétiques » et les « pro-chinois » subissent en 1956 un sort similaire. Enfin, durant les années 1967-1969, d'une part l'« organisation Kapsan » (en fait, une amicale) est décapitée alors que ses membres avaient animé un réseau d'informateurs lié à la guérilla dans le nord-est chinois et, pour certains, occupaient des positions importantes dans l'appareil. L'état-major de l'armée paie à son tour un lourd tribut. Le régime est devenu despotique, puis dynastique - et comme dans toute bonne dynastie, les règlements de compte sanglants se poursuivent en famille.

La division du pays s'installe dans la longue durée. La période de la « guerre froide » trouve des

origines et un sens propre en Orient. Pour l'Europe occidentale, elle est vécue comme un état de paix, sous menace. En Asie, elle est le cadre d'une succession de guerres très chaudes, dont le conflit vietnamien devint l'épicentre.

En Corée du Nord

Malgré le rapprochement sino-américain qui commence avec l'entrée de la République populaire de Chine au conseil de sécurité de l'ONU (1971) et le voyage de Nixon à Pékin (1972), les conditions n'ont jamais été réunies pour mettre définitivement fin à l'état de guerre dans la péninsule coréenne. Les Etats-Unis ont maintenu le dispositif militaire qu'ils avaient renforcé durant la guerre du Vietnam, particulièrement puissant en Asie du Nord-Est. La Chine ne voulait à aucun prix courir le risque, en cas de réunification de la Corée, de voir les forces US camper à ses frontières. Pas de solution, donc, à l'allemande, seulement un gel prolongé de la situation.

Par ailleurs, le régime nord-coréen ne s'est pas effondré, comme l'espéraient probablement des dirigeants américains ; et ce, malgré des crises sociales internes (famine dans la seconde moitié des années 90, pénuries...) ; l'implosion de l'URSS ; le ralliement au capitalisme de Pékin et le développement de ses liens avec la Corée du Sud ; la mort du grand leader (Kim Il Sung), puis de son fils ; les sanctions internationales ; les pressions exercées et les attaques très concrètes menées par Washington (guerre électronique)... Comme le note Philippe Pons, « s'il n'avait été que stalinien, il n'aurait pas survécu », malgré le recours à la terreur. Au fil des ans, le régime s'est débarrassé de ses références idéologiques au « marxisme-léninisme ». La mentalité de forteresse assiégée lui aurait notamment permis de mobiliser un nationalisme / patriotisme, ethnique plus que politique, forgé sous l'occupation japonaise et de construire un « récit national » liant le passé récent à la résilience d'un « Etat-guérilla ».

L'intérêt de cette question est qu'elle permet de comprendre pourquoi la politique US a échoué, la menace permanente renforçant des mécanismes idéologiques de survie du régime. Pyongyang a par ailleurs tiré une leçon de l'actualité internationale : seule la possession de l'arme nucléaire protège efficacement un pays « ennemi » d'une intervention occidentale.

La société nord-coréenne a connu de profonds bouleversements. Les années 1945-1954 ont commencé sous des auspices favorables. Les réformes révolutionnaires engagées ces années-là ont exigé une mobilisation intense de la population qui, dans sa majorité, les a soutenues. Elles se sont effectuées sans violences et arrestations de masse. La croissance économique du pays était plus rapide que dans le sud. Après la Guerre de Corée et avec le processus de despotisation du régime, la politique de la « seconde marche forcée » pour le développement a cependant pris des formes très répressives, s'accompagnant d'un véritable quadrillage social et de purges. La structure du pays s'est profondément modifiée avec la réforme agraire, puis la collectivisation, la nationalisation et l'industrialisation, la disparition des anciennes classes dominantes - mais le niveau de vie (rations alimentaires...) ne s'étaient pas significativement accru au début des années 1960...

Les conditions d'existence de la population se sont néanmoins améliorées sur plusieurs plans dans les années 70-80 grâce aux progrès réalisés dans le domaine de la santé (notamment préventive) et de l'éducation publiques, grâce à l'alphabétisation générale, à l'électrification des campagnes... Pourtant, l'augmentation du niveau de vie n'a pas suivi la hausse de la production et, au cours des années 1990, l'économie s'est véritablement effondrée. La famine a fait des ravages au milieu de la décennie (elle fut en partie provoquée par une succession de catastrophes naturelles). Ces années noires ont eu des conséquences profondes, avec le développement d'une économie parallèle de survie (et de marché), un flux de « migration de la faim » vers la Chine et une certaine ouverture au

monde extérieur...

Le régime a répondu à cette situation par la répression et de timides réformes officielles. De fait, cependant, une économie hybride s'est imposée, combinant centralisation bureaucratique et marché (légal ou extralégal), accroissant les inégalités régionales ou sociales, favorisant des secteurs de la population et d'autres pas, laissant naître une couche d'affairistes et de nouveaux riches, provoquant une corruption structurelle... Loin d'être immobile, la société nord-coréenne est, aujourd'hui encore, en mutation.

La nucléarisation de la péninsule

En 1962, les Etats-Unis implantent des réacteurs expérimentaux en Corée du Sud (ainsi qu'au Vietnam du Sud). Moscou fait de même en Corée du Nord où la première centrale nucléaire commence à fonctionner en 1965. L'aide soviétique est conditionnée à un accord de non utilisation de sa technologie à des fins militaires. Le régime de Kim Il-sung se sait cependant vulnérable sur ce terrain. Washington a déjà utilisé la bombe atomique contre le Japon et a par deux fois envisagé d'y recourir à nouveau pendant la guerre de Corée. Il a installé des armes nucléaires en Corée du Sud. La menace pèse en permanence sur le régime de Pyongyang. La protection du « camp socialiste » s'avère d'autant plus aléatoire que le conflit sino-soviétique s'envenime.

Kim Il-sung initie dans le plus grand secret un programme de recherche autonome, à la fin des années 1970 semble-t-il. Le pays possède d'importantes ressources en uranium et des scientifiques formés durant l'occupation japonaise, puis à Moscou. Cela lui permet de gagner une indépendance tant sur le plan civil que militaire en se procurant de la technologie au Pakistan et, en contrebande, au Japon - il a commencé à produire en petite quantité du plutonium retraité.

En 1985, la Corée du Nord signe le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), mais n'a à souscrire aux clauses de sauvegarde qu'en 1992. Or, une « fenêtre d'opportunité » s'ouvre au début des années 1990, qui aurait pu conduire au gel effectif du programme militaire nord-coréen. En quelques années, le sort de la péninsule s'est joué - en définitive pour le pire.

Les régimes du Nord et du Sud de Corée entrent simultanément à l'ONU et signent un pacte de non-agression ; ainsi qu'une déclaration visant à la dénucléarisation de la péninsule.

Le contexte mondial change radicalement avec l'implosion de l'URSS et l'engagement des réformes économiques pro-capitalistes en Chine. Moscou et Pékin normalisent leurs relations avec Séoul. En 1991, George Bush père, président des Etats-Unis, décide de retirer unilatéralement les armes nucléaires « tactiques » dans le monde, y compris en Corée du Sud ; en 1992 il suspend les manœuvres militaires annuelles US-sud-coréennes.

Ce moment de détente est suivi d'un nouveau raidissement. Pyongyang veut négocier la suspension de son programme nucléaire directement avec Washington qui n'est pas prête à offrir quoique ce soit en échange. En 1992, Kim Young-sam est élu président de la Corée du Sud, alors qu'il rejette tout rapprochement avec le Nord. En 1993, les manœuvres militaires US-sud-coréennes reprennent...

Dans un climat de crise aiguë, Jimmy Carter se rend à titre personnel à Pyongyang pour rencontrer Kim Il-sung avec qui il négocie les termes d'un compromis qui débouche -malgré la mort du dirigeant nord-coréen en juillet - sur l'accord-cadre (*agreed framework*) de Genève, en octobre 1994. Ce n'est pas un traité juridiquement contraignant, mais Bill Clinton, en tant que président des Etats-Unis s'engage à le faire respecter. Pyongyang doit geler son programme nucléaire.

Washington doit livrer deux centrales à eau légère et 500.000 tonnes de fioul par an ; elle assure ne pas recourir à la menace nucléaire, à normaliser les relations entre les deux pays et à lever l'embargo établi depuis 1953.

L'administration Clinton, en soutenant cet accord-cadre, espérait peut-être que le régime nord-coréen allait s'effondrer de lui-même (la famine règne alors). Ce ne fut pas le cas. Les engagements US ne sont pas tenus, puis l'accord-cadre est unilatéralement rompu par George Bush fils, devenu président des Etats-Unis. De plus, il place la Corée du Nord dans « l'axe du mal ». A son tour, l'administration Obama maintient fondamentalement la même posture. Les grandes manœuvres aéronavales conjointes USA-Corée du Sud ont pour thème un débarquement ou des infiltrations au Nord. Tout un système de guerre électronique est mis en place pour saboter à distance les programmes nord-coréens.

La fenêtre d'opportunité s'est refermée, pour de bon. Elle ne s'est pas rouverte depuis. Une chance historique d'éviter la nucléarisation de la péninsule a été perdue sans avoir été sérieusement testée.

Une région sur pied de guerre

Le contexte international est aujourd'hui beaucoup moins favorable qu'il ne l'était vingt ans auparavant. Les relations Chine-USA se sont qualitativement modifiées. Hier, la compétition opérait au sein d'un rapport d'interdépendance économique et financière. Aujourd'hui, la compétition-confrontation domine, même si l'interdépendance n'a pas disparue. En témoigne la militarisation accélérée de toute la région.

En mer de Chine du Sud, Pékin a conquis l'initiative. Sept îles artificielles ont été créées sur lesquelles des installations militaires, pistes d'aéroports et bases de missiles ont été construites. Le programme d'armement chinois se renforce et un second porte-avions vient d'être mis à flot, de fabrication entièrement nationale (la coque du premier avait été achetée à la Russie).

Dans ces conditions, les Etats-Unis tiennent d'autant plus à maintenir leur contrôle sur les détroits maritimes, grâce à la VII^e Flotte, ainsi que leur prédominance militaire en Asie du Nord-Est. Ils bénéficient d'un formidable réseau de bases en Corée du Sud, au Japon et à Okinawa notamment, et d'armées alliées (sud-coréenne et japonaise).

L'escalade se poursuit. Washington vient d'installer en Corée du Sud une base de missiles antimissiles THAAD, chargés officiellement de détruire des engins nord-coréens. Cependant, vu leur portée, les THAAD peuvent opérer sur une grande partie du territoire chinois. Ils neutralisent ainsi la force de dissuasion nucléaire de la Chine - qui prévoit en conséquence, pour la mettre à l'abri, de moderniser et déployer dans les océans ses sous-marins stratégiques.

Bien que censé n'avoir que des forces d'autodéfense, le Japon possède déjà la sixième flotte militaire au monde, comprenant notamment quatre porte-hélicoptères. Le gouvernement et le complexe militaro-industriel tentent de faire sauter les derniers obstacles politiques à un réarmement complet - y compris nucléaire - du pays, malgré une Constitution explicitement pacifiste et la force du sentiment antimilitariste dans la population.

Programme nord-coréen, bouclier antimissile US en Corée du Sud, expansion et modernisation de la capacité de frappe chinoise, projets de la droite militariste nipponne... Le cycle infernal des provocations et contre-provocations a relancé la course à l'armement nucléaire en Extrême-Orient. Tous les régimes concernés en sont responsables et la question de savoir qui a tiré le premier coup de feu de la guerre de Corée n'a plus aucune importance face à un tel désastre.

La volonté de puissance

Le « facteur » Donald Trump ajoute une incertitude de plus à une situation déjà très dangereuse. Il a dérouté un porte-avion US et sa flottille pour les positionner au large de la Corée ; il souffle au fil de ses déclarations le chaud militariste et le froid diplomatique.

Deux données cependant sont particulièrement inquiétantes. Lors des cent premiers jours de sa présidence, Trump a accumulé des revers sur le plan intérieur, contré par les juges, les Etats, le Congrès fut-il Républicain. Il se heurte à une série de marches et mobilisations massives en défenses des femmes, des immigré.e.s, de la Terre, de la recherche scientifique, contre son programme fiscal... Il est menacé par une enquête fédérale sur les rapports entre ses proches et Moscou. Il cherche à reprendre la main en invoquant les menaces extérieures, inversant pour se faire sa politique russe ou syrienne, affirmant la puissance de feu sans pareille des Etats-Unis, ordonnant des frappes spectaculaires en Syrie ou en Afghanistan pour montrer que les USA peuvent agir sans prévenir et sans consulter ses alliées...

Trump a par ailleurs constitué un gouvernement d'hommes d'affaires et de généraux. Il a promis un programme d'armement massif, mais son financement risque d'être à son tour remis en cause par le Congrès. L'état major et le complexe militaro-industriel s'en inquiètent. Invoquer sans relâche le danger nord-coréen est une façon de faire pression sur les parlementaires.

Le bombardement effectué en Afghanistan n'avait aucun sens sur ce théâtre d'opérations. Un réseau d'abris souterrains d'Al Qaida a été détruit, mais cette organisation n'est qu'une composante mineure du conflit. Le véritable ennemi, ce sont les talibans, qui ont probablement été confortés politiquement par la violence destructrice de l'attaque. Un « signal » international, y compris envers la Chine et la Corée du Nord, a certes été donné quant à la détermination US, mais il y a plus. La « mère des bombes », la plus puissante bombe au monde, n'avait jamais été utilisée. Tout armement doit cependant être testé en grandeur véritable.

C'est bien pour cela qu'en août 1945, Hiroshima et Nagasaki ont été nucléarisés : il fallait se dépêcher de comparer les effets de la bombe A basée sur de l'uranium enrichi et la bombe A passant par le plutonium avant que la capitulation du Japon ne soit officiellement annoncée - et tant pis pour la multitude des cobayes humains, pour une population civile anéantie et irradiée dans l'holocauste nucléaire.

L'armement doit être produit - et donc utilisé. Telle est la logique guerrière du complexe militaro-industriel.

Il y a des lignes de continuité dans la politique internationale de l'administration Trump, portées par la présence directe dans son gouvernement de membres de l'état-major et d'un secteur de la bourgeoisie, représentant notamment les industries extractivistes et, singulièrement, pétrolifères.

Cependant, Trump a des raisons que la raison diplomatique ignore. Il ne connaît rien du monde (si ce n'est des affaires) et ne demande pas leur avis aux ambassades ou aux services concernés de l'administration. Son action politique reste erratique ; depuis son élection, il a plus d'une fois brutalement changé d'orientation sur le plan international. Il est devenu un facteur d'instabilité, d'imprévisibilité, et les alliés des Etats-Unis en sont conscients, au Japon comme en Corée du Sud ou en Australie. L'unilatéralisme des USA les inquiète. Ils savent que la Maison-Blanche peut prendre des décisions pour eux lourdes de conséquences sans même les consulter.

La parole aux peuples

L'élection présidentielle du 9 mai 2017 en Corée du Sud représente une défaite sévère pour la droite militariste et le précédent régime – pour Donald Trump de même. Elle montre à quel point sa politique est « hors-sol », étrangère aux réalités locales. A quel point son arrogance peut être insupportable : il a ainsi laissé entendre que Séoul devait payer la facture du déploiement du bouclier antimissile Thaad soit, pour commencer, un milliard de dollars.

Moon Jae-in a emporté la présidentielle coréenne avec une marge très confortable face à son principal rival, le conservateur Hong Joon-pyo : 41% contre 24% (et plus de 21% au centriste Ahn Cheol-soo). Cependant, il n'a pas les mains libres : le Parti démocratique (centre gauche) qu'il représente ne compte aujourd'hui que 119 députés sur 299 à l'Assemblée nationale.

L'élection anticipée fait suite à l'immense levée citoyenne qui a mobilisé des mois durant des millions de personnes pour obtenir la destitution de l'ancienne présidente Park Geun-hye pour cause de scandales et de corruption. Elle s'est donc faite en priorité sur des enjeux « internes » : rupture avec la tradition autoritaire héritée de la période de dictature, réforme des conglomérats industriels familiaux (les chaebols) qui contrôlent l'économie...

Le climat de tension guerrière entretenu par le « duel » théâtral entre Donald Trump pour les Etats-Unis et Kim Jong Un pour la Corée du Nord n'a pas influé sur l'élection – et c'est un camouflet d'importance pour Trump. L'opinion sud-coréenne est largement en faveur d'une reprise du dialogue avec le Nord et s'oppose à toute « solution militaire ». Le nouveau président s'en fait l'écho et met en cause les conditions dans lesquelles Thaad a été précipitamment déployé en Corée du Sud.

L'élection de Moon Jae-in représente assez bien le consensus antiautoritaire moyen des mobilisations citoyennes connues sous le nom de Mouvement des bougies : âgé de 64 ans, avocat ayant défendu les droits humains, plusieurs fois incarcéré pour ses engagements... L'extraordinaire vague citoyenne de 2016-2017 va-t-elle néanmoins trouver des prolongements plus radicaux ?

L'écho de la campagne électorale progressiste menée par Shim Sang-jeong, du Parti de la Justice, a été favorable, bien qu'elle n'a obtenu au final que 6% des voix, un résultat jugé un peu décevant. Une petite formation « pro-Nord », l'UPP, a aussi présenté un candidat. Il n'y avait cependant pas de candidature « ouvrière » initiée par les syndicats et la gauche radicale est restée cantonnée à la marge.

La centrale syndicale KCTU a soutenu le Parti de la Justice et l'UPP à l'occasion des élections. Elle cherche maintenant à remettre en avant la question sociale (à commencer par le niveau du salaire minimum) et la reconnaissance effective des droits syndicaux dans les entreprises. Le mouvement ouvrier combatif a été ces dernières années violemment réprimé, bon nombre de ses cadres étant jetés en prison. Des formations politiques de gauche ont par ailleurs été dissoutes pour « intelligence avec le Nord ».

Après dix années d'un régime conservateur très réactionnaire, l'élection du 9 mai représente sur le plan politique un nouveau point tournant en Corée du Sud. Sur le plan régional, malgré le nouveau tir de missile nord-coréen et l'escalade des pressions US, Moon Jae-in va renouer avec la politique de dialogue envers le Nord mise en œuvre par ses prédécesseurs en 1998-2008. La gauche radicale peut bénéficier de cette conjoncture pour se reconstruire et le mouvement syndical combatif pour reprendre l'initiative et se réorganiser. Il en va de même du mouvement pacifiste.

Les raisons d'espérer ne manquent pas. En Corée du Sud, des actions symboliques sont régulièrement menées, comme par ces quarante militantes féministes qui ont récemment franchi

ensemble la ligne de démarcation.

Des manifestations se sont déroulées près de Seongju, là où le bouclier antimissile THAAD est implanté, et se sont heurtées aux forces de police. La population locale apprécie fort peu de devenir une cible privilégiée en cas de conflit dans la péninsule.

Une coalition de mouvements et la population locale s'opposent aussi depuis dix ans à la construction (achevée en 2016) d'une nouvelle base dans l'île méridionale de Jeju, au sud de la péninsule. Cette base, officiellement coréenne, est en fait un pilier du déploiement militaire des Etats-Unis dans la région, y compris de ses missiles nucléaires. Sa construction a aussi causé des dommages environnementaux considérables. Cette province insulaire à une longue histoire de résistance populaire et l'opposition à la base se poursuit.

Au Japon, la résistance civique à la remilitarisation du pays reste très profonde, malgré les tirs de missiles nord-coréens qui viennent s'abîmer au large de l'archipel - malgré aussi une propagande constante de la droite radicale. Dans l'archipel où quelque 45.000 GIs sont positionnés, l'opposition aux bases militaires US ne faiblit pas. C'est tout particulièrement vrai dans l'île d'Okinawa, située loin au sud-ouest du gros de l'archipel nippon.

Le sentiment d'être opprimé par le gouvernement national est très présent à Okinawa héritière d'une histoire propre (le royaume de Ryukyu), différente de celle du Japon. Les Okinawens savent que Tokyo leur fait porter l'essentiel du fardeau que représentent les installations US (environ 75% des GIs sont cantonnés dans cette seule île). Chaque crime commis par un soldat (dont le viol de jeunes filles) provoque des réactions massives, de même que la relocation de base au détriment de la population locale et de l'environnement.

Les Philippines ont longtemps hébergé de très importantes bases aérienne et navale US. Une éruption volcanique les a en partie détruites et une poussée nationaliste a obtenu leur restitution. En contrepartie, la VII^e Flotte peut utiliser des facilités portuaires dans l'archipel pour y faire escale. Les services de renseignements des Etats-Unis opèrent aussi à partir de l'île méridionale de Mindanao, ce qui leur permet de surveiller l'espace indonésien. L'élection de Rodrigo Duterte a ouvert une crise dans les relations entre le régime philippin et son mentor étatsunien. Le nouveau président fait jouer la concurrence entre Washington, Pékin et Moscou pour s'assurer une marge plus grande de manœuvre. L'avenir dans cet archipel stratégiquement clef est très incertain. Une coalition de mouvements antiguerre refuse aussi bien l'alignement sur les USA que sur la nouvelle puissance chinoise.

Dans toute la région, l'idée fait son chemin que seule la démilitarisation de l'espace maritime permettra d'éviter la guerre.

L'enjeu des conflits en Asie orientale est très directement mondial. Des mouvements antiguerres devraient apporter leur soutien aux résistances asiatiques - d'Europe évidemment, mais, plus important encore, des Etats-Unis.

Pierre Rousset

Encart : Un livre de référence sur la Corée du Nord

Les éditions Gallimard ont publié un ouvrage de Philippe Pons, *Corée du Nord. Un Etat-guérilla en mutation* (2016, 710 p., 34,50 €). Une initiative particulièrement bienvenue tant ce pays est mal connu. L'auteur, journaliste au Monde, réside depuis des décennies au Japon et a effectué de nombreux voyages dans la péninsule coréenne des deux côtés de la ligne de démarcation.

L'objet de ce livre, nous dit Philippe Pons, est « d'essayer de comprendre pourquoi la Corée du Nord est ce qu'elle est devenue en cherchant à démonter les mécanismes de son régime et à l'inscrire dans une histoire afin d'en appréhender l'ancrage socioculturel, la dynamique et les mutations sociales en cours. Ce qui ne signifie pas, faut-il le préciser, ignorer une noire réalité... ». Ce faisant, l'auteur met à mal bien des lieux communs. C'est l'œuvre d'un historien attaché à l'étude des cultures (voir ses publications sur le Japon) et pas seulement d'un journaliste. Lecture chaudement recommandée à qui veut aller au-delà des clichés.

CHRONOLOGIE

1894-1895 : Première guerre sino-japonaise (victoire du Japon)

1904-1905 : Guerre russo-japonaise (victoire du Japon)

1910 : Annexion de la Corée par le Japon

1931 : Conquête de la Mandchourie par le Japon

1937-1945 : Seconde guerre sino-japonaise et Seconde Guerre mondiale

1945 : Libération de la Corée. Création de deux zones d'occupation au Nord (Russie) et au Sud (Etats-Unis). Guerre civile au Sud.

1948 : Proclamation de la République de Corée au Sud (Syngman Rhee) et de la République populaire de Corée au Nord (Kim Il Sung).

1950-1953 : Guerre de Corée.

1994 : Mort de Kim Il Sung. Son fils Kim Jong Il lui succède

1994-2001 : Accords visant à geler le programme nucléaire nord-coréen signés avec l'administration Bill Clinton aux Etats-Unis

2001 : Election de George W. Bush aux Etats-Unis. Rupture unilatérale des accords

2006 : Premier essai nucléaire souterrain en Corée du Nord

2009-2017 : Développement par Pékin d'un réseau de bases militaires en mer de Chine du Sud. En 2017, il devient opérationnel.

2009-2017 : Présidence Barak Obama aux Etats-Unis

2009 : Essai nucléaire nord-coréen

2011 : Mort de Kim Jong Il. Son fils Kim Jong Un lui succède

2012 - : Abe Shinzō, Premier ministre japonais

2013 : Crise des missiles. Essai nucléaire nord-coréen

2016 : Election de Donald Trump aux Etats-Unis (entrée en fonction en janvier 2017). Destitution de la présidente Park Geun-hye en Corée du Sud

2017 : Tirs de missiles nord-coréens. Installation du système de missiles antimissiles THAAD en Corée du Sud où des élections sont prévues en mai. Poursuite de la course aux armements dans la région. Etat de crise.

Notes

[1] ESSF (article 40931), [Etat de crise en Asie du Nord-Est - La question coréenne](#).

[2] Philippe Pons, *Corée du Nord. Un Etat-guérilla en mutation*, Gallimard, Paris : 2016. Les informations concernant le mouvement communiste coréen et le régime nord-coréen s'appuient pour l'essentiel sur cet important ouvrage de synthèse. Voir l'encart publié en annexe.